

**Arrêté préfectoral complémentaire et actualisation du tableau de classement  
Société VALORISOL  
Commune de Villeneuve-Les-Sablons**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu la décision d'exécution (UE) n°2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment la section 8 du chapitre V du Titre Ier de son Livre V ;

Vu plus particulièrement les articles R. 181-45, R. 515-70-I et R. 515-71-I du Code de l'environnement ;

Vu l'article R. 541-8 du Code de l'environnement qui définit la notion de « biodéchets » :  
« Tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires » ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 411-2 ;

Vu le Code de justice administrative, et notamment son article R. 421-1 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2013 autorisant la société VALORISOL à exploiter une plateforme de compostage de déchets verts sur la commune de Villeneuve-les-Sablons ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2020 actant la nouvelle rubrique n° 2780-3.a ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé par la société VALORISOL le 10 décembre 2024 et relatif à un projet d'augmentation de la quantité de déchets SPAn C3 (sous-produits animaux de catégorie 3) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 6 janvier 2025 établissant la recevabilité de la demande précitée ;

Considérant qu'il convient de corriger l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 15 janvier 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 16 janvier 2025 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise,

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> : Exploitant, durée, péremption**

La société VALORISOL (dont le siège social est situé route de Méru – Le gibet Monin) est autorisée, à poursuivre l'exploitation des installations de compostage sises route de Méru – Le gibet Monin, sur le territoire de la commune de Villeneuve-les-Sablons (60175).

### **Article 2 : Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Le tableau de classement figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2024 est modifié comme suit :

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité	Régime
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : – traitement biologique – prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération – traitement du laitier et des cendres – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Traitement biologique : compostage	A
2780-3.a	Installation de compostage de déchets non dangereux ou matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation 3. Compostage d'autres déchets a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Transformation de matière organique par compostage :  <u>Intrants</u> : – résidus de jardinage, écorces, végétaux, feuilles, tailles de haies, tontes de gazon... – restes de repas – biomasse – anciennes denrées alimentaires  <u>Quantité journalière</u> : 100 t/jour dont au maximum 12 t/jour de SPAn catégorie 3  <u>Quantité annuelle</u> : 30 000 t/an de matières entrantes dont au maximum 3 120 t/an de SPAn catégorie 3	A

Rubrique	Désignation	Volume de l'activité	Régime
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques n°s 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Quantité autorisée : 25 t/j	A
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques n°s 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660 : 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) Supérieure à 500 kW	Puissance des équipements : 1 263 kW	E
2716	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques n°s 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Volume transit : 5 000 m³	E
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m³	Volume du dépôt 8 000 m³	D

A : AUTORISATION, E : ENREGISTREMENT, D : DÉCLARATION.

### **Article 3 : Publicité**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Villeneuve-les-Sablons pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Villeneuve-les-Sablons fait connaître, par procès verbal adressé au Préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 4 : Voies et délais de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;

2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier au préfet de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérécourse citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de la commune de Villeneuve-les-Sablons, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **23 JAN. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

**Destinataires :**

**Société VALORISOL**

**Le maire de la commune de Villeneuve-les-Sablons**

**Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France**

**L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France**

